



GOUVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Paris, le 09/11/2022
N°294

FINANCEMENTS POUR LE CLIMAT DANS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT : LA FRANCE FRANCHIT LE CAP DES 6 MILLIARDS D'EUROS ET DEPASSE SES ENGAGEMENTS EN LA MATIERE

L'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE) a publié le 22 septembre 2022 un rapport sur les financements mobilisés par les pays développés en faveur de l'action climatique dans les pays en développement entre 2016 et 2020, en s'appuyant sur les dernières données disponibles.

En 2009, les pays développés s'étaient collectivement engagés à mobiliser 100 milliards de dollars par an de financements climat pour les pays en développement à partir de 2020. Cet engagement a été confirmé en 2015 à la COP21, jusqu'en 2025.

Les analyses de l'OCDE indiquent que les financements publics et privés mobilisés par les pays développés ont atteint 83,3 milliards de dollars en 2020, dont 68,3 milliards de dollars de financements publics et 13,1 milliards de dollars de financements privés mobilisés par des interventions publiques. Ces financements n'ont augmenté que de 4% par rapport à 2019, une faible hausse portée par les financements d'origine publique et limitée par la diminution des financements privés mobilisés par des interventions publiques.

A l'occasion de la publication de ce rapport, **Bruno Le Maire**, ministre de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique, **Catherine Colonna**, ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, **Agnès Pannier-Runacher**, ministre de la Transition énergétique, et **Chrysoula Zacharopoulou**, secrétaire d'Etat auprès de la ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, chargée du Développement, de la Francophonie et des Partenariats internationaux, réaffirment l'engagement de la France en faveur du financement de l'atténuation et de l'adaptation au changement climatique dans les pays en développement.

En 2020, la France avait mobilisé 5,08 milliards d'euros, dont 1,96 milliard d'euros pour l'adaptation au changement climatique.

En décembre 2020, le président de la République avait annoncé un relèvement de l'engagement financier de la France, le portant à 6 milliards d'euros par an pour les années 2021 à 2025, dont un tiers dédié à l'adaptation.

La finance climat internationale mobilisée par la France a donc fortement augmenté en 2021, pour atteindre 6,1 milliards d'euros, dont 2,2 milliards d'euros en faveur de l'adaptation. Malgré la crise de la Covid-19, la France a donc une nouvelle fois tenu et dépassé ses engagements.

A l'approche de la COP27 à Charm-el-Cheikh, la France appelle les pays développés qui ne l'ont pas encore fait à se doter de cibles de finance climat ambitieuses et à les mettre en œuvre de toute urgence afin d'atteindre collectivement la cible de 100 milliards de dollars.

Bruno Le Maire, ministre de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique, a déclaré : *« En termes de financement publics, la France joue pleinement son rôle et honore ses engagements, tant en termes de volume global de finance climat que de fléchage vers l'adaptation, dont le doublement collectif est attendu en 2025. Mais il faut aller plus loin et plus vite en mobilisant davantage les acteurs privés : le ministère de l'Economie et des Finances portera donc ce combat vers l'alignement de l'ensemble des flux financiers, publics comme privés. En effet, c'est à cette échelle et à cette échelle seulement que nous pourrons couvrir l'ensemble du coût de la transition climatique. Concrètement, il s'agit de mobiliser les autres sources de financement international telles que les banques de développement, et surtout mobiliser tous les acteurs financiers du secteur privé, comme nous le faisons en France et en Europe en nous dotant d'un cadre de déclaration et de suivi des flux extrêmement précis et exigeant. »*

Catherine Colonna, ministre de l'Europe et des Affaires Etrangères, a déclaré : *« Le financement de la lutte contre le changement climatique et de l'adaptation à ses effets sont au cœur de la politique de développement solidaire de la France. La France prend sa juste part de l'effort collectif, comme l'ont souligné plusieurs rapports de la société civile, avec un objectif clair et ambitieux : 6 milliards d'euros chaque année jusqu'en 2025. Avec 2,2 milliards d'euros annuels consacrés à l'adaptation, soit plus du tiers du montant, la France se montre également à l'écoute des besoins prioritaires des pays en développement, dont la plupart sont faiblement émetteurs de gaz à effet de serre tout en étant les premiers affectés par les impacts du changement climatique. Nous avons tenu parole, et nous continuerons de le faire. »*

Agnès Pannier-Runacher, ministre de la Transition énergétique, a déclaré : *« Lutter contre le dérèglement climatique exige la mise en œuvre de moyens ambitieux. A ce titre, la France a tenu ses engagements de finance climat en apportant 6 milliards par an.*

Néanmoins, le rapport de l'OCDE sur l'engagement collectif de 100 milliards de la part des pays développés fait état de progrès insuffisants. Dans un esprit de solidarité et avec l'intention de rehausser l'ambition climatique globale, nous devons continuer à engager tous les acteurs, privés et publics, français et internationaux, à participer à cet effort. En tenant sa promesse d'engagement financier et en concrétisant dans la loi européenne notre ambition climatique lors de notre présidence de l'Union européenne, la France est prête à relever le défi d'une COP27 réussie en appelant tous les pays à relever l'ambition de leurs actions climatiques. »

Chrysoula Zacharopoulou, secrétaire d'Etat auprès de la ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, chargée du Développement, de la Francophonie et des Partenariats internationaux, conclut : *« Derrière ces chiffres, la France appuie des projets concrets et co-construits avec les pays bénéficiaires : « partenariat pour une transition énergétique juste » avec l'Afrique du Sud pour accélérer la sortie du charbon, développement d'une agriculture résiliente au changement climatique au Sahel à travers la Grande Muraille Verte, ou encore préservation des puits de carbone naturels des forêts du bassin du Congo. »*

Contacts presse :

Cabinet de Bruno Le Maire - 01 53 18 41 13 presse.mineco@cabinets.finances.gouv.fr

Cabinet d'Agnès Pannier-Runacher - 01 40 81 13 25 presse.mte@climat-energie.gouv.fr